

ÉRYTHRÉE

Le gouvernement doit cesser les persécutions religieuses

Index AI : AFR 64/017/2005
ÉFAI

**Embargo : mercredi 7 décembre 2005
(00 h 01 TU)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Tu ne recevras aucun visiteur et tu pourras ici jusqu'à ce que tu signes ce papier ».

Propos qu'aurait tenus un responsable militaire érythréen à Helen Berhane, célèbre chanteuse gospel de l'Église Rema, détenue à l'isolement dans le camp militaire de Mai Serwa depuis le 13 mai 2004. Helen Berhane est actuellement détenue dans un conteneur métallique de transport maritime.

Helen Berhane n'est que l'une des nombreuses personnes détenues en Érythrée parce qu'elles n'appartiennent pas à une confession officiellement reconnue. Au cours des trois dernières années, au moins 26 prêtres et pasteurs, quelque 1750 membres d'Églises évangéliques, ainsi que des dizaines de musulmans, ont été placés en détention par le gouvernement. Nombre de ces personnes ont été torturées, et des lieux de culte ont été fermés.

Amnesty International lance ce mercredi 7 décembre un rapport détaillant 44 événements relatifs aux persécutions religieuses depuis 2003. Ce rapport, [Eritrea : Religious Persecution](#) (index AI : AFR 34/013/2005), montre les violations croissantes du droit à la liberté de religion, de croyance et de conscience en Érythrée. Certaines personnes n'appartenant pas aux religions officiellement reconnues ont été condamnées à des peines de prison par un comité de sécurité secret, sans représentation juridique ni droit d'appel.

« Toutes les personnes détenues pour leurs croyances religieuses doivent être libérées immédiatement. La situation est critique, et nous sommes extrêmement inquiets pour la sécurité et le bien-être de certaines de personnes qui doivent affronter cette réalité en Érythrée », a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

Une technique de torture connue sous le nom d'« hélicoptère » est régulièrement utilisée pour punir les personnes n'appartenant pas à une confession officiellement reconnue. Elle consiste à attacher ensemble les pieds et les mains d'une personne dans son dos. Des détenus peuvent être

laissés ainsi pendant des heures. Nombre d'entre eux sont en très mauvaise santé et se voient refuser un traitement médical approprié.

« Les critères d'enregistrement des religions en Érythrée doivent être revus pour ne pas violer le droit à pratiquer une religion. Le gouvernement doit mettre un terme à sa répression violente, et faire en sorte de respecter le droit international », a ajouté Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

Selon les renseignements recueillis par Amnesty International, le gouvernement érythréen a accentué la répression violente des minorités religieuses en 2005. Cette répression, qui a commencé sans explication en 2003, participe du mépris général pour les droits humains que montre le gouvernement du président Issayas Afewerki, au pouvoir depuis 1991, date de l'indépendance du pays de l'Éthiopie.

Contexte

La détention de personnes au seul motif de leurs convictions religieuses participe du refus général de la liberté d'expression et d'association en Érythrée, ainsi que d'autres graves violations de droits humains fondamentaux.

En 2002, le gouvernement a soudainement ordonné que toutes les religions non enregistrées ferment leurs lieux de culte et cessent leur pratique religieuse jusqu'à ce qu'elles soient enregistrées. Seules quatre religions principales ont été immédiatement reconnues comme confessions officielles ; il s'agit des Églises orthodoxe, catholique, luthérienne, et de l'islam. Depuis lors, aucun groupe religieux minoritaire n'est parvenu à s'enregistrer officiellement.

Au cours de la décennie passée, les témoins de Jéhovah ont été durement persécutés, avec 22 personnes détenues au total. ●

Pour plus de précisions, vous pouvez consulter le rapport [Eritrea : Religious Persecution](#) (index AI : AFR 64/013/2005) sur le site de l'organisation.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>